



DÉCLARATION COMMUNE

Pour lever les limites à l'égalité économique des femmes

Nous, signataires de la présente déclaration, affirmons que le réinvestissement de fonds publics des gouvernements québécois et canadien pour la relance du développement économique doit urgemment lever les limites à l'égalité économique des femmes.

Nous partageons...

- L'avis de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) dans lequel elle affirme que pour redynamiser la croissance, les pays membres doivent fournir des efforts en matière d'égalité hommes-femmesⁱ.
- L'intervention, en 2009, du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui disait « Si la promotion du rôle de la femme représente un objectif important en soi, elle se révèle également essentielle pour atteindre tous les autres grands objectifs internationaux en matière de développement »ⁱⁱ.
- L'analyse du BSI Economics selon laquelle « l'autonomisation économique des femmes est considérée comme un instrument essentiel pour promouvoir la croissance économique et le développement » même si cela implique « une transformation des dynamiques de pouvoir inégalitaires entre hommes et femmes »ⁱⁱⁱ.

Nous rappelons...

- Qu'en 1995, l'analyse différenciée selon les sexes a été adoptée dans le Programme d'action de la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes à Beijing par plus de 180 États et gouvernements, dont le Canada et le Québec^{iv}.
- Que le premier ministre canadien, Justin Trudeau, a multiplié les déclarations en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, parce que nous sommes en ...2016.
- Que lors d'une mission à ONU Femmes en 2016, la vice-première ministre du Québec a réitéré la volonté du gouvernement du Québec de continuer à tout mettre en œuvre afin de favoriser l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes^v.

Nous déplorons...

- Que le nouveau Conseil consultatif en matière de croissance économique du gouvernement canadien n'ait pas jugé important de se pencher sur l'égalité entre les femmes et les hommes comme vecteur de développement et de croissance économique.
- Que plus de 88% des emplois créés par le programme canadien d'infrastructures se concentrent dans des emplois à prédominance masculine et qu'il n'y ait pas d'investissements prévus dans les secteurs où les femmes sont majoritaires^{vi}.
- Que les initiatives du gouvernement du Québec pour relancer l'économie favorisent d'abord les hommes, tandis que les mesures d'austérité touchent surtout les femmes. Une étude de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), en 2015, conclut même que la stratégie québécoise de sortie de crise a créé un fossé d'environ 7 milliards de dollars entre les hommes et les femmes^{vii}.

- Que les gains des femmes et ceux des hommes soient encore loin de la parité. En 2011, le revenu d'emploi des femmes travaillant à temps plein toute l'année correspond à 75,3 % de celui des hommes, ce qui représente une baisse par rapport au taux de 76,2 % en 2007^{viii}.
- Qu'en 2013, 60,9 % des travailleurs rémunérés au salaire minimum soient des femmes, une hausse par rapport aux 57,4 % de 2012^{ix}.
- Que dans le monde, si l'écart entre les salaires des hommes et des femmes continue de rétrécir au même rythme que dans les 30 dernières années, l'égalité des salaires ne sera atteinte que dans 117 ans^x.

Nous demandons...

Parce qu'il est largement reconnu que l'égalité femmes-hommes est un vecteur de développement économique ;

Parce que les Nations Unies (ONU Femmes) soutiennent, depuis 1997, des programmes d'appui à la budgétisation sensible au genre ;

Parce que le social a un impact économique et que l'économie a un impact social, nous demandons :

- Que les gouvernements canadien et québécois respectent leur engagement d'appliquer l'analyse différenciée selon les sexes à l'ensemble de leurs politiques et mesures y compris celles du domaine économique et budgétaire et les mesures de réinvestissements.
- Que les gouvernements canadien et québécois reconnaissent qu'investir dans les domaines où les femmes sont majoritaires c'est aussi investir dans l'économie; traduite en actions, cette reconnaissance devra être doublée de mesures pour décroiser les emplois à majorité féminine et ceux à majorité masculine afin de rendre le marché du travail plus égalitaire.
- Qu'à la faveur des prochains budgets (fédéral et provincial), les gouvernements investissent dans les infrastructures sociales qui contribuent à la réduction des inégalités.
- Que les gouvernements s'engagent résolument à faire respecter la Loi sur l'équité salariale.
- Que le gouvernement québécois procède à une hausse substantielle du salaire minimum pour l'établir à 15 \$ de l'heure.

Pour signer la déclaration : http://bit.ly/declaration_egalite_economique

ⁱ Organisation de coopération et de développement économique, <http://www.terrafemina.com/vie-pratique/economie-a-bourse/articles/13689-ocde-legalite-hommes-femmes-au-service-de-la-croissance.html>, 2012

ⁱⁱ Organisation des nations unies, <http://www.un.org>, 2009

ⁱⁱⁱ BSI Economics, Égalité des genres et développement économique, L'autonomisation économique des femmes : un instrument clé pour le développement.

^{iv} Gouvernement du Québec, <http://www.education.gouv.qc.ca/dossiers-thematiques/condition-feminine/analyse-differenciee-selon-les-sexes-ads/>

^v Gouvernement du Québec, http://www.scf.gouv.qc.ca/index.php?id=74&tx_ttnews%5Btt_news%5D=673

^{vi} Canadian Center for Policy Alternatives cité dans Lanctôt, Aurélie, Le Devoir, Un an de féminisme avec Justin Trudeau, 16 octobre 2016.

^{vii} IRIS, http://iris-recherche.s3.amazonaws.com/uploads/publication/file/Femmes_et_austerite_WEB.pdf

^{viii} Conseil du statut de la femme, https://www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/portrait_8temps_2015.pdf

^{ix} Conseil du statut de la femme, https://www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/portrait_8temps_2015.pdf

^x Forum économique mondial (2015) <https://www.internationalwomensday.com/Theme>